Alexandre Dézé : "Il faudrait déshystériser la production et l'utilisation des sondages"

Publication : mardi 15 février 2022 15:05

Le Monde, 15 février 2022

Le Monde
MARDI 15 FÉVRIER 2022

Alexandre Dézé

« Il faudrait déshystériser la production et l'utilisation des sondages »

Le politologue publie un réquisitoire contre les enquêtes d'opinion politiques. Il estime qu'elles sont peu fiables et orientent le débat public

LE LIVRE

10 leçons sur les sondages politiques

Trop nombreux, pas assez rigoureux et assez contrôlés… C'est un véritable réquisitoire contre les sondages politiques qu'Alexandre Dézé dresse dans son livre. Dans cet ouvrage court et didactique (80 pages de 100 pages, le maître de conférences en sciences politiques à l'université de Montpellier décrypte, en chapitres, les principaux problèmes posés, selon lui, par les enquêtes d'opinion politique. Ils sont nombreux, variés et croisant, tout ensemble, pannes, biais méthodes utilisées, les problèmes que posent les redressements de résultats bruts ou encore la fabrication de rapports de force politiques artificiels… Autant de sujets d'actualité dans une campagne présidentielle qui connaît une inflation du nombre d'enquêtes sondagières. Un regret cependant : que l'auteur ne analyse pas assez l'apport que peuvent avoir les sondages politiques dans la compréhension des dynamiques électorales ou que, parfois, les sondages contribuent dans les conditions mêmes qu'ils mesurent. L'universitaire plaide, pour sa part, pour une régulation de la pratique, qui pourrait passer par une diminution substantielle du nombre de sondages publiques publiés. Pour M. Dézé, « *limiter leur nombre permettrait d'éclaircir le ciel encombré du débat politique, de recentrer les analyses sur les enjeux de la compétition politique* ».

ENTRETIEN

Alexandre Dézé est maître de conférences en science politique à l'université de Montpellier, chercheur au Centre d'études politiques et sociales du même établissement et enseignant à Sciences Po Paris. Dans son ouvrage *10 leçons sur les sondages politiques* (De Boeck supérieur, 144 pages, 19,90 euros), il plaide pour une diminution drastique des enquêtes d'opinion politiques.

Quels reproches faites-vous aux sondages politiques?

Le principal est l'importance inédite qu'on leur accorde. A-t-on besoin de pas 600 enquêtes pour couvrir un scrutin présidentiel, comme ce fut le cas en 2017? Cette surabondance est un problème. On peut aussi se poser la question de leur rôle dans la sélection des candidats, d'autant plus dans une situation où les partis politiques sont affaiblis. Jamais il n'y a eu autant de sondages, alors qu'il y a de véritables défiances dans leur fabrication et que l'opacité règne.

Ces enquêtes peuvent-elles, tout de même, se révéler utiles comme outils d'analyse d'une situation politique?

Je n'en suis pas certain. À tous les étages du processus, on peut repérer des problèmes qui laissent planer le plus grand doute sur leur fiabilité. Les sondages réalisés à six mois d'une présidentielle, par exemple, sont corrects (le taux de non-réponses est acceptable) ou ils alimentent un débat politique à propos de rapports de force virtuels. On tente des candidats non déclarés, on oblige les répondants à des exercices intellectuels complexes où ils doivent imaginer plusieurs scénarios différents. Cela présuppose aussi une connaissance minimale des candidats et de la politique, ce que n'ont pas tous les répondants. Par ailleurs, il y a un problème avec les échantillons en ligne de volontaires autorecrutés.

C'est-à-dire?

On est loin des prérequis d'un échantillonnage classique. Un sondage représentatif, donc sans biais, est un sondage aléatoire où l'on tire les gens au sort. Mais, plus largement, tout est problématique dans la production de ces enquêtes: de la constitution des échantillons (jusqu'à la formulation des questions, en passant par le redressement des résultats bruts. L'idéal serait de réduire le nombre de sondages politiques et d'augmenter leur qualité. Car, quand un sondage est bien fait, cela apporte des connaissances précieuses.

Si l'on ne se focalise pas uniquement sur les intentions de vote, les sondages pourront aussi servir à déconstruire des éléments de langage de certains partis. Par exemple, on voit que les principales préoccupations des Français sont le pouvoir d'achat, l'épidémie de Covid-19, le chômage, la santé, la sécurité et l'immigration…

Sans doute, mais en général, les questions posées ne sont pas celles des gens, mais plutôt celles que se posent les commanditaires des enquêtes. Il faudrait des questions ouvertes pour déterminer les préoccupations réelles. Les enquêtes génèrent ainsi des résultats « artefactuels », c'est-à-dire artificiels, en faisant croire que leurs résultats sont l'émanation directe de « l'opinion publique ». Mais, en fait, on ne laisse pas les gens répondre ce qu'ils veulent, ou moins quand ils répondent.

L'une des critiques que vous adressez aux sondages est qu'ils fabriquent l'opinion publique et peuvent même créer des situations politiques factices. Certains candidats ne se sentent pas sans ces enquêtes d'opinion ? Par exemple, Éric Zemmour. Est-il un produit sondagier?

« LES QUESTIONS POSÉES NE SONT PAS CELLES DES GENS, MAIS PLUTÔT CELLES QUE SE POSENT LES COMMANDITAIRES DES ENQUÊTES »

Éric Zemmour part avec un capital médiatique, mais aussi par cartographie. Mais on voit qu'une part importante de sa candidature a été construite médiatiquement et sondagièrement. La bulle spéculative qui s'est emparée des sondages à l'automne 2021 a créé des effets d'accréditation et de qualification de sa candidature. Certains instituts lui accordaient alors presque 19 % d'intentions de vote et en faisaient croire que leurs résultats sont l'émanation directe de « l'opinion publique ». Mais, en fait, on ne laisse pas les gens répondre ce qu'ils veulent, ou moins quand ils répondent.

La commission des sondages existe et régule la pratique. Est-elle efficace?

C'est une autorité qui a peu de pouvoir, composée d'individus qui, pour la plupart, ne sont pas spécialistes des sondages. Elle existe depuis 1977 et, à ma connaissance, elle n'a jamais prononcé de sanction. Cela pose question vu le nombre de sondages politiques problématiques. La commission devrait, par exemple, lancer une enquête sur les accès jurnels *[des intervieweurs ayant accepté d'être interrogés et qui le seront à plusieurs reprises]*. Au début des années 2010, Hugues Portelli *[ancien sénateur Les Républicains du Val-d'Oise]* et Jean-Pierre Sueur *[sénateur socialiste du Loiret]* ont tenté de faire adopter une loi sur la régulation et la transparence. Le projet a été adopté au Sénat à l'unanimité, mais il a fallu attendre 2016 pour qu'il le soit à l'Assemblée. La législation reste encore trop légère et le contrôle de la commission peu contraignant pour les instituts.

Comment les instituts peuvent-ils agir pour établir des études moins contestées?

Il faudrait commencer par déshystériser la production et l'utilisation des sondages. Le sondage politique est presque toujours de son début à son fin, un « événement ». Il ne faut pas oublier que ce sont des entreprises comme les autres, dont le but est de générer des profits. Même si les enquêtes politiques ne rapportent pas grand-chose car elles représentent une part infime de leur chiffre d'affaires, cela leur offre une visibilité énorme. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR ABEL MESTRE

Phoca PDF